

Communiqué

En avril 2017, la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. a tenu à rendre public un document national comportant son analyse, ses propositions pour développer les ports français, ainsi que les lignes rouges à ne pas franchir.

La Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. espérait qu'un dialogue constructif avec l'ensemble des professionnels portuaires permette de définir une stratégie nationale pour le développement de nos ports, sur les points de convergences qui ont déjà fait l'objet d'échanges depuis plus de 5 ans.

Malgré nos alertes, nos avertissements par le biais des rencontres et relations avec le Ministère du Transport, le Premier Ministre fait le choix d'orientations pour les ports, (annoncé dans le cadre du CIMER), qui amène la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T., mandatée par l'ensemble des syndicats Dockers et Portuaires à une réaction forte à la hauteur du mépris affiché par le gouvernement.

10 ans après la Loi du 04 juillet 2008, qui devait permettre la soi-disant relance des ports et le bonheur des travailleurs, il est inacceptable d'annoncer sans réelle concertation une nouvelle réforme sur la gouvernance, le modèle économique.

La Fédération s'oppose à :

- toutes régionalisations des GPM,
- la fusion de l'Axe Seine,
- la remise en cause de nos acquis sociaux,
- transformer nos ports en gestionnaires capitalistes,
- menacer les emplois, les différents services par des contrats d'objectif,
- la taxe carbone qui va détruire des centaines d'emplois.

La Fédération s'inquiète pour la pérennité de nos activités et les emplois de l'ensemble des travailleurs, des cadres, des ouvriers, employés et des administratifs que nous défendons sans distinction, n'en déplaise à certains directeurs de port.

Adresser le courrier à :

La Fédération dénonce, une fois de plus, la prise d'orientation par le Premier Ministre sans aucune lisibilité sur la stratégie nationale portuaire et les investissements nécessaires : **voilà la vraie priorité !**

La Fédération dénonce, à l'image des différentes réformes de ce gouvernement, qu'aucun volet social ne soit prévu permettant de répondre à l'inquiétude des travailleurs sur leurs acquis sociaux, leurs emplois, leur avenir.

Par conséquent, la Fédération refuse d'engager des discussions tant que le gouvernement ne modifiera pas sa position : c'est le message que la Fédération a adressé au Ministère du Transport lors de notre rencontre du 27 novembre.

La Fédération, dans l'intérêt des travailleurs, a porté y compris ses propres revendications sociales afin de résoudre des problématiques récurrentes depuis plusieurs années :

- Pérenniser le dispositif pénibilité ;
- Résoudre les problèmes de dépôts amiante ;
- Résoudre la problématique des retraités intermittents ;
- Étendre le champ d'application de la Convention Collective Nationale Unifiée aux Ports de Plaisance et Ports Fluviaux.

La Fédération a également rappelé nos propositions et l'urgence des investissements pour développer les ports.

Afin d'obtenir satisfaction sur nos revendications et nos oppositions avec le gouvernement, la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. appelle l'ensemble des travailleurs Portuaires et Dockers à :

- **Suppression des heures supplémentaires et shifts exceptionnels**
- **4 heures d'arrêt de travail le 03 décembre 2018**
- **24 heures d'arrêt de travail le 13 décembre 2018**

La Fédération décidera le 18 décembre prochain des suites de la mobilisation si le gouvernement s'entête à maintenir ses orientations.

Dans un contexte social explosif, la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. est déterminée à mener un combat de haut niveau (avec nos gilets rouges) à compter du 1^{er} janvier 2019 dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs que nous représentons face à cette nouvelle attaque inacceptable du gouvernement.

Ce dernier portera, une fois de plus, l'entière responsabilité des conséquences qui impacteront l'économie portuaire.

Une autre voie était possible et proposée par la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. depuis plus d'un an et demi, malheureusement le gouvernement a choisi la surdité.

La Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. remercie la presse de relayer notre communiqué et informe qu'elle ne répondra pas aux sollicitations de la presse dans l'immédiat.

Montreuil, le 28 novembre 2018